

Agir ou subir : la propagande russe comme multiplicateur de force au service de l'effort de guerre

Jais Adam-Troian, Anna Vyshniakova | 22 juillet 2026 | ARTICLES



Depuis le début de son invasion à grande échelle de l'Ukraine en février 2022, la Russie a subi des pertes humaines – c'est-à-dire tués, blessés ou portés disparus – estimées à environ [1,2 million de soldats](#). Bien que cette dynamique [soit en cours d'inversion](#) depuis janvier 2026, Moscou est jusqu'ici parvenue à reconstituer ses effectifs à un rythme soutenu, quasi équivalent à celui des pertes subies sur le front. Les raisons traditionnellement invoquées, qui mettaient en avant la coercition massive ou les incitations financières, ne suffisent plus à expliquer ce phénomène. En 2025, les primes d'enrôlement ont même été [réduites, voire supprimées](#), dans de nombreuses régions russes. Par ailleurs, les services de renseignement ukrainiens estiment qu'environ [76 % des prisonniers de guerre russes](#) sont des contractuels qui se sont portés volontaires pour participer au conflit. Un facteur déterminant, trop souvent négligé, se dessine alors : la propagande d'État, essentielle à la machine de guerre du Kremlin.

Une [étude récente](#), menée par l'organisation non gouvernementale (ONG) ukrainienne [LingvaLexa](#) en collaboration avec le Bureau du procureur général de Kyiv et la Kyiv School of Economics, confirme cette dynamique. Fondée sur une enquête menée auprès de 1 060 prisonniers de guerre russes, cette recherche révèle une corrélation claire entre l'adhésion aux récits du Kremlin et la volonté de combattre. Les soldats russes qui adhèrent aux messages de propagande – tels que la prétendue domination de l'Occident sur l'Ukraine ou l'idée d'une guerre menée par l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) contre la Russie – ont six fois plus de risques de considérer l'invasion comme totalement légitime. Ils sont également près de deux fois plus susceptibles d'exprimer leur volonté de retourner au combat après leur captivité. Près de la moitié d'entre eux adhèrent à l'idéologie impérialiste du « [monde russe](#) », qui exalte la violence et le sacrifice de soi. Ces conclusions montrent que la propagande ne se contente pas d'influencer la perception de la guerre par les soldats : elle détermine également leur volonté de se battre et de se réengager une fois libérés.

Cependant, la propagande russe ne se limite pas aux frontières de la Russie : elle joue en effet un double rôle. À l'intérieur du pays, elle permet de mobiliser les [citoyens en faveur de l'effort de guerre](#), en façonnant les perceptions de menace et la confiance dans la légitimité de la cause nationale. À l'international, l'objectif de la propagande est symétriquement inverse : elle vise à démobiliser les populations des pays adverses en minant la confiance dans les institutions et en favorisant les divisions internes. En agissant comme un levier psychologique, elle permet à Moscou de soutenir son effort de guerre alors même que le coût de l'invasion ne cesse d'augmenter. La propagande agit donc, de fait, comme un multiplicateur de force, qui permet de maintenir une capacité opérationnelle en dépit de coûts humains et économiques galopants. Fort de ce constat, cet article tentera de décrire cette arme de guerre informationnelle dirigée contre l'Occident, d'analyser les carences de notre doctrine pour y faire face et de proposer des pistes d'action stratégique pour y répondre efficacement.

La propagande, une arme de guerre à part entière dans la doctrine russe

Pour le Kremlin, l'environnement informationnel n'est pas un simple outil de communication, mais un théâtre d'opérations à part entière, aussi stratégique que les théâtres d'opérations cinétiques. Cette vision s'inscrit dans une [doctrine militaire russe](#) de longue date, qui intègre le contrôle du discours, le cadrage idéologique (ou « contrôle réflexif ») et le conditionnement psychologique dans sa stratégie globale. L'usage de l'information (par exemple, les rumeurs, les fausses nouvelles) pour influencer des populations cibles et obtenir des effets stratégiques est une constante opérationnelle de l'appareil politico-militaire russe – au moins depuis l'époque impériale. Au début du XX^e siècle, l'[Okhrana menait déjà des opérations de propagande antirévolutionnaire](#) depuis les capitales européennes, dont Paris. À la suite de la révolution de 1917, les services de renseignement russes de la Tchéka, de la Guépéou, puis du Commissariat du peuple aux Affaires intérieures (NKVD) et du Comité pour la sécurité de l'État/Service fédéral de sécurité de la fédération de Russie (KGB/FSB) [théoriseront et mettront en œuvre](#), tour à tour, l'usage de « [mesures actives](#) », terme qui recouvre les opérations de désinformation et d'influence politique, souvent sous couvert d'organisations de façade en Occident (presse, associations culturelles, partis communistes et syndicats locaux, etc.).

La guerre informationnelle russe repose ainsi, historiquement, sur un principe moteur : l'instrumentalisation systématique de l'ensemble des vecteurs d'information. Cette dernière n'est donc pas nouvelle, mais elle instrumentalise des moyens supplémentaires rendus disponibles grâce aux avancées des technologies de l'information. Aux vecteurs traditionnels (médias, presse, institutions culturelles, diplomatie, publications scientifiques) s'ajoutent désormais les réseaux sociaux, les [modèles d'intelligence artificielle](#) grand public, les [jeux vidéo](#), ou même les [cartomanciens en ligne](#). Chaque canal disponible peut donc être subverti pour diffuser des récits propices aux intérêts de Moscou. Ce mécanisme de « subversion » n'est pas propre à la guerre d'invasion contre l'Ukraine. La guerre hybride menée contre [l'Estonie dès 2007, en représailles des efforts de désoviétisation](#), mobilisait déjà des vecteurs coordonnés (fausses nouvelles, attaques par déni de service ou « DDoS », manifestations téléguidées, etc.). En revanche, la campagne de guerre informationnelle menée [pré-2014 contre l'Ukraine](#) constitue un véritable pas franchi dans l'usage réussi de la propagande comme élément de combat interarmes, permettant de retarder, voire de paralyser la prise de décision d'un gouvernement cible.

Dans cette stratégie d'inondation « [haut-débit, multi-canal](#) », même l'audiovisuel public de nos démocraties peut être retourné contre nous. L'exemple de l'interview de [Sergueï Lavrov par Léa Salamé dans le journal télévisé de France 2](#) cette année en est une illustration frappante : malgré les critiques, cette tribune a offert au Kremlin une plateforme pour propager, sans contrepoint suffisant, des récits fallacieux sur la « dénazification » de l'Ukraine ou sur la prétendue menace occidentale. En France, les acteurs clés de cette guerre cognitive incluent des unités spécialisées rattachées aux services de renseignement militaire russes (GU), comme le groupe derrière [Storm-1516](#), dont les opérations exploitent les divisions sociétales et amplifient les discours anti-OTAN ou les théories conspirationnistes sur l'Ukraine. Des chaînes comme RT France ou Sputnik, aujourd'hui interdites dans l'Union européenne (UE), ont longtemps servi à promouvoir les récits de propagande du Kremlin – [en particulier sur les questions internationales](#). Des organisations culturelles, telles que l'Institut de la démocratie et de la coopération (dont les activités ont cessé en 2018) ou l'association Dialogue franco-russe, ont également organisé des événements visant à promouvoir une vision révisionniste de l'histoire, niant par exemple l'illégalité de l'annexion de la Crimée en 2014.

Un point crucial, mais souvent occulté dans les analyses sur la guerre cognitive, est que celle-ci ne se cantonne pas au domaine des idées : ses effets se traduisent par des conséquences tangibles et cinétiques. Par exemple, une étude récente menée en Pologne démontre que le degré d'adhésion aux narratifs du Kremlin prédit une [hostilité accrue envers les réfugiés ukrainiens](#), affaiblissant ainsi la volonté de soutenir Kyiv politiquement et financièrement. De plus, les vétérans américains qui croient aux fausses nouvelles sur la légitimité du scrutin présidentiel de 2020 – dont la propagation en ligne [fait soupçonner une ingérence russe](#) – [soutiennent davantage](#) l'insurrection du Capitole de janvier 2021 aux États-Unis.

Ces effets cinétiques peuvent atteindre le seuil de létalité. Ainsi, aux États-Unis, des recherches épidémiologiques estiment que « [l'infodémie](#) » de 2020-2021 aurait causé plusieurs [dizaines de milliers de décès évitables](#) en raison de l'hésitation vaccinale induite. Les réseaux de propagande russes ont joué un rôle clé dans l'amplification et la diffusion de cette « infodémie » [en ligne](#). En particulier, les contenus antivax – dont l'impact négatif sur la vaccination est [avéré](#) – ont été massivement relayés par des [bots et des trolls russes](#). Des données médicales montrent aussi que les électeurs républicains – beaucoup [plus enclins à adhérer aux théories antivax](#) – ont enregistré une mortalité par COVID-19 excessive, [presque deux fois plus élevée](#) que celle des électeurs démocrates. Cet effet n'apparaît [qu'après](#) l'introduction des vaccins, surtout dans les régions à faible couverture vaccinale. D'autres indicateurs convergents révèlent, toutes choses égales par ailleurs, une [augmentation de l'écart](#) d'espérance de vie entre républicains et démocrates postpandémie. Les opérations de désinformation russes ont donc contribué à causer une partie des décès induits par l'hésitation vaccinale aux États-Unis durant la pandémie de COVID-19.

La propagande russe n'est donc pas un simple effort de communication. Il s'agit d'une technique (voire une technologie) d'ingénierie sociale qui [militarise les flux d'information](#) pour produire des effets cinétiques – y compris létaux – ce qui en fait une arme de guerre au sens plein du terme. Enfin, son influence s'inscrit dans le temps long. La thèse complotiste accusant les États-Unis d'avoir créé le VIH et de l'avoir expérimenté sur des individus issus des minorités – fruit de l'opération « Denver » du KGB (plus connue sous le nom d'« Infektion ») dans les années 1980 – était [largement](#) partagée en 2005.

L'Occident sous-estime encore la propagande comme arme de guerre

Bien que l'OTAN reconnaisse de plus en plus l'importance stratégique de l'espace informationnel, les réponses occidentales restent souvent [fragmentées, réactives et insuffisantes](#). En France, la propagande russe est encore trop fréquemment traitée comme un problème de communication plutôt que comme une composante à part entière de l'effort de guerre de la Russie. Les contre-mesures se limitent généralement à des initiatives louables mais ponctuelles : démystification par des médias comme [Les Décodeurs](#) (Le Monde) ou [AFP Factuel](#), éducation aux médias dans les écoles ou sanctions ciblées contre des personnalités médiatisées, telles que les animateurs de RT ou les oligarques proches de Vladimir Poutine. La mise en place du service [VIGINUM](#) en 2021 permet une veille active, mais elle reste sous-exploitée à des fins opérationnelles.

Surtout, ces approches ignorent non seulement la dimension systémique de la propagande russe, mais aussi sa sophistication psychologique. Comme l'a illustré l'interview susmentionnée de Sergueï Lavrov sur France 2, le Kremlin maîtrise l'art d'exploiter les médias occidentaux pour diffuser ses récits. Même en présence d'une contradiction efficace, les recherches en sciences cognitives montrent que « [l'effet de vérité illusoire](#) » – selon lequel la simple répétition d'une information, même fausse et non contestée, suffit à ancrer une croyance – est un mécanisme clé de cette stratégie. La Russie semble avoir intégré cette science de la désinformation dans sa doctrine bien plus profondément que l'OTAN, qui se satisfait encore de réponses *a posteriori* (par exemple, le [compte X officiel](#) « French Response » du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères) plutôt que d'une défense proactive de son espace informationnel.

Or, ces réponses tactiques sont vouées à l'échec stratégique face à la propagande russe. Il n'existe en effet pas de cohérence logique dans les récits promus par le Kremlin – qui varient en fonction de l'idéologie de leur cible. Comme ironise [Timothy Snyder](#) : « Si vous n'aimez pas les homosexuels, ils vous disent que tous les Ukrainiens sont homosexuels. Si vous n'aimez pas les nazis, ils vous disent que ce sont tous des nazis. Si vous aimez les nazis, ils vous disent que ce sont tous des Juifs. » La cohérence se situe au niveau du métadiscours : les narratifs promus sont ceux qui permettent de dépeindre les Occidentaux, leurs dirigeants, leurs valeurs et leur histoire de façon négative (ou, à l'inverse, la Russie de façon positive). Le temps, la répétition et le volume des flux permettent d'opérer un « *shaping* » graduel des populations cibles.

Pour ce faire, l'appareil du Kremlin ne ressemble pas à une simple nébuleuse de désinformation : il s'agit de réseaux organisés en véritables brigades informationnelles, où chaque acteur – superviseurs politiques, dirigeants médiatiques ou relais culturels – joue un rôle précis, à l'image des structures mafieuses ou des cellules terroristes. Cet écosystème partiellement décentralisé s'appuie sur une [multiplicité de canaux](#) : déclarations gouvernementales, médias d'État, sites relais, *bots*, faux comptes sur les réseaux sociaux, ou encore des opérations cybernétiques. Grâce à cette synergie entre ses différents piliers, il crée un effet de « [multiplicateur médiatique](#) », permettant de générer de véritables « [tempêtes de désinformation](#) » avec un minimum de directives et donc une forte capacité de déni plausible. Au sommet, des superviseurs politiques, comme les membres du Conseil de sécurité de Russie dirigé par Nikolai Patrouchev, définissent les grandes lignes des récits. Ensuite, des dirigeants médiatiques, à l'image de Margarita Simonyan, rédactrice en chef de RT, supervisent la diffusion de ces messages. Enfin, un vaste réseau d'acteurs culturels et institutionnels – universitaires, artistes, *think tanks* – assure la diffusion des récits du Kremlin *via* des canaux variés : télévision, plateformes numériques, établissements scolaires en Russie, mais aussi des événements en Europe.

Ces acteurs opérant sous couvert de la légalité dans les pays cibles peuvent être considérés comme de véritables « blanchisseurs » d'information, dont le but est de diluer graduellement l'origine initiale des récits de propagande afin d'en assurer la crédibilité. En France, des enquêtes ont révélé que certaines universités ou cercles intellectuels ont parfois servi de plateformes à des responsables russes, sans que le contexte propagandiste de leurs interventions soit clairement exposé. Par exemple, des conférences organisées dans des lieux prestigieux (comme le colloque sur la guerre cognitive organisé par l'institut Jean-Lecanuet dont les liens avec des réseaux franco-russes ont été relevés par la presse spécialisée) ont pu donner une légitimité académique à des discours visant à justifier l'invasion de l'Ukraine ou à minimiser les crimes de guerre commis par l'armée russe.

Vers une réponse stratégique adaptée à l'ampleur de la menace

Pour contrer efficacement la propagande, il ne suffit pas de renforcer la résilience cognitive des populations cibles – c'est-à-dire par l'éducation critique, le *fact-checking* ou la démystification. Comme le soulignent certains travaux en sciences comportementales, la désinformation est une forme d'agression indirecte et proactive, déployée de manière stratégique pour affaiblir l'adversaire tout en consolidant la position de l'agresseur. Il est donc nécessaire de cibler directement les commanditaires, architectes et « blanchisseurs » de la désinformation en modifiant leur calcul coûts-bénéfices. La dénonciation publique et l'attribution claire des opérations d'influence malveillantes par des responsables gouvernementaux permettent d'exposer l'identité des individus et des institutions impliqués, ainsi que leurs tactiques et leurs objectifs. Cela affaiblit leur crédibilité et leur réputation, réduisant ainsi leur capacité à opérer efficacement.

Le droit international et les législations nationales doivent aussi évoluer pour intégrer des conséquences juridiques claires en cas de diffusion de désinformation, en particulier dans les contextes où elle sert directement l'effort de guerre. Des actions de lawfare combinant sanctions diplomatiques et économiques ciblées – gel des avoirs, interdiction d'entrée sur le territoire, ajout des propagandistes aux fichiers de criminels internationaux – pourraient également alourdir les coûts personnels pour les acteurs (même de bas niveau) des réseaux de désinformation russes qui participent à ces campagnes. Des études d'impact récentes montrent en effet que des peines sévères pour la diffusion de désinformation, notamment dans les contextes politiques ou corporatifs, ont un effet dissuasif significatif. En étendant systématiquement le ciblage au-delà des acteurs les plus influents – figures des médias d'État, opérateurs politiques ou oligarques –, ces mesures peuvent créer un effet d'entraînement, réduisant la prévalence des récits du Kremlin dans notre écosystème informationnel.

Par ailleurs, une stratégie efficace, inspirée de la théorie des jeux, consiste à adopter une approche de type « *tit-for-tat* » (« œil pour œil »), déjà utilisée avec succès dans la cyberguerre par les pays de l'OTAN, dont la France. Cette dernière assume, *via* le Commandement de la cyberdéfense (COMCYBER), une doctrine d'engagement public offensif. Concrètement, chaque campagne d'ingérence étrangère lors d'élections européennes pourrait faire l'objet d'une opération de « ré-information » ciblant la population de l'État agresseur (comme l'ingérence russe dans les élections parlementaires moldaves de 2025). Les démocraties libérales disposent pour cela d'un avantage majeur : elles peuvent s'appuyer sur des faits réels et vérifiables – corruption endémique, violations des droits de l'homme, répression politique – pour contrer les récits adverses, sans recourir à la fabrication de fausses informations. Par exemple, une campagne mettant en lumière les exactions du régime russe en Tchétchénie, la surmortalité au front des Russes issus de minorités ethniques ou les affaires de corruption liées au cercle de Vladimir Poutine pourrait être lancée en réponse à une opération de désinformation ciblant un scrutin français.

Cependant, une défense purement réactive reste insuffisante. Pour contrer l'effet de vérité illusoire exploité par le Kremlin, les démocraties doivent aussi produire proactivement leurs propres récits, en combinant deux axes complémentaires : d'une part, mettre en avant leurs valeurs, leurs succès et leur vision du monde (contributions historiques positives, bénéfices concrets des institutions démocratiques pour les populations) et, d'autre part, exposer systématiquement les échecs, la corruption, les exactions historiques et les intentions hostiles des régimes adverses. Cela implique de structurer une communication stratégique offensive et défensive qui sature l'espace informationnel avec des récits à la fois positifs sur nos sociétés et négatifs sur nos ennemis.

Agir ou subir : l'impératif informationnel de l'Occident

Les preuves s'accumulent : la propagande russe n'est pas un simple outil de communication, mais un multiplicateur de force au cœur de l'effort de guerre du Kremlin. En mobilisant les soldats russes au moyen de récits impérialistes et en démobilisant les populations occidentales par la peur et le doute, cette arme permet à Moscou de compenser ses pertes humaines et de saper la cohésion de ses adversaires. Contrairement à certaines analyses récentes, l'étude de LingvaLexa et les données sur l'impact des récits complotistes véhiculés par le Kremlin en Occident suggèrent que l'environnement informationnel est devenu un champ aussi décisif que le champ cinétique. Ignorer cette réalité, c'est laisser à la Russie un avantage stratégique majeur. Dans cet

environnement, notre réponse ne peut plus être uniquement défensive. Comme pour le crime organisé, il faut innover juridiquement : poursuivre les systèmes de propagande comme des organisations criminelles structurées, adapter les [cadres de Nuremberg](#) ou du [Tribunal pénal international pour le Rwanda](#) (TPIR) pour cibler les réseaux, pas seulement les individus. Les démocraties doivent passer à l'offensive narrative : renforcer leurs récits pour immuniser leurs populations et exposer les échecs et la corruption des régimes autoritaires afin de discréditer leurs mensonges.

Aussi, nous devons être guidés par une véritable stratégie d'influence, sans quoi les effets obtenus resteront diffus et les succès tactiques éventuels. Si l'on suppose que l'arme informationnelle obéit aux mêmes [principes que le cinétique](#), alors notre action dans ce domaine devra nécessairement s'insérer dans un dispositif global de projection de puissance. La France a l'avantage de posséder un certain nombre de vecteurs déjà constitués (principe d'efficacité) : les forces numériques (COMCYBER et Centre interarmées des actions sur l'environnement, CIAE), la culture (Instituts français), la langue (Alliance française/Francophonie), la démographie (diasporas d'expatriés), la diplomatie (représentations consulaires). Ces vecteurs sont à coordonner afin d'émettre de manière chronique et cohérente (liberté d'action) des narratifs stratégiques nous permettant de véhiculer notre vision du monde et nos intérêts (principe d'initiative). Reste au politique de définir clairement les états finaux recherchés (au-delà des appels aux « valeurs démocratiques ») et de faire exécuter l'action. Ce type de stratégie serait particulièrement crucial pour notre influence dans les espaces contestés en périphérie de l'UE (par exemple, dans les Balkans ou le Caucase).

*
* *

La guerre hybride est déjà là. Les analyses l'admettent ; nos armées doivent agir décisivement : frapper fort, parce que seule une réponse massive peut briser la dynamique de l'agresseur ; [vite](#), parce que chaque jour de retard laisse à la désinformation le temps de s'enraciner dans les opinions publiques ; enfin, systématiquement, parce que l'effet informationnel ne s'obtient que par la répétition et la constance. Notre action doit aussi être publique et publicisée : dans le domaine informationnel, l'invisible – c'est-à-dire ce qui n'est ni vu ni compris par les populations alliées ou ennemies – n'a pas d'impact. Sans changement radical de doctrine et de posture, l'Occident continuera d'accuser un temps de retard dans la guerre cognitive. La France en paie déjà le prix en Afrique subsaharienne, où la propagande russe [a contribué](#) à une [défaite stratégique](#) dont nous ne mesurons pas encore toutes les conséquences. Agir ou subir : il n'y a plus d'alternative.

Crédits photo : [Pavel Byrkin](#)

— •— — • •— •— ••

Jais Adam-Troian, Anna Vyshniakova

Jais Adam-Troian est maître de conférences en psychologie à Heriot-Watt University Dubaï et à la Kyiv School of Economics.

Anna Vyshniakova ([@AnnaVyshniakova](#)) est avocate en droit international et directrice de l'ONG LingvaLexa, Kyiv, Ukraine.

Comment citer cette publication

Jais Adam-Troian, Anna Vyshniakova, « Agir ou subir : la propagande russe comme multiplicateur de force au service de l'effort de guerre », *Le Rubicon*, vol. 6, 22 juillet 2026
[<https://lerubicon.org/agir-ou-subir-la-propagande-russe-comme-multiplicateur-de-force-au-service-de-leffort-de-guerre/>].